

La non-prolifération nucléaire

- La situation s'est aggravée dans le monde.
- "Le problème est de pouvoir restaurer la confiance", selon Céline Francis.
- Rien ne prouve, techniquement, que l'Iran s'est engagé dans un programme militaire.

ENTRETIEN

Céline Francis, chargée de recherche au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, livre son analyse de la reprise des activités de transformation de l'uranium en Iran.

Le risque de voir l'Iran devenir le 10^e pays à détenir l'arme atomique est-il réel?

Tout ce qu'on peut conclure de la reprise de la conversion de l'uranium, c'est que l'Iran essaie d'obtenir la totalité du cycle nucléaire et ne veut pas dépendre d'une fourniture internationale pour le combustible. Techniquement, cela ne permet pas d'interpréter qu'il passe d'un programme pacifique à un programme militaire. En novembre 2004, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) disait ne pas pouvoir conclure à l'existence d'un tel programme en Iran. Reste l'interprétation politique de la situation. Et les Etats-Unis affirment que Téhéran s'oriente vers un programme militaire.

Qu'est-ce qui pousse un pays à vouloir se procurer l'arme nucléaire en dépit des accords de non-prolifération?

Cette arme garde un grand rôle dans les doctrines de sécu-

rité. Elle peut pallier à certaines menaces que perçoit l'Iran, au niveau régional ou international. Par exemple par rapport à Israël qui, même s'il ne l'a jamais reconnu, possède l'arme nucléaire. Ou par rapport aux Etats-Unis qui ont rangé l'Iran parmi les "Etats voyous" contre lesquels ils pourraient l'utiliser.

Cet épisode s'ajoute à la crise du régime de non-prolifération. Le point de non-retour est-il atteint?

Le régime de non-prolifération est en crise depuis longtemps, mais cela s'aggrave maintenant, surtout parce qu'il existe des problèmes particuliers dans chacun des trois piliers du traité, adopté en 1970, qui voulait contrôler le nombre d'armes nucléaires dans le monde et les éliminer à terme. L'engagement des pays non dotés de l'arme nucléaire à ne pas chercher à l'avoir est en particulier remis en cause. Aucun pays n'a jamais été sanctionné par le



■ Le président sortant, Mohammad Khatami, a survolé les installations nucléaires d'Iran le 30 mars dernier.

Conseil de sécurité pour l'avoir obtenue. Le droit inaliénable à utiliser l'énergie atomique à des fins pacifiques pose aussi problème. Téhéran assure ne pas chercher à obtenir l'arme atomique mais veut bénéficier de son droit d'avoir l'énergie atomique. Beaucoup d'observateurs reconnaissent qu'il faut rencontrer les demandes économiques et sécuritaires de l'Iran. Mais les Etats-Unis veulent que les pays non dotés de l'arme nucléaire soient contrôlés davantage, pour empêcher qu'au travers d'une utilisation pacifique, certains se dirigent vers le programme nucléaire.

Parallèlement, les pays qui détiennent l'arme nucléaire sont censés s'engager vers le désarmement..

Tout à fait. C'est le troisième pilier, qui pose aussi problème. Les Etats qui se voient soumis à de plus en plus de contrôles et d'obligations de la part de l'AIEA refusent d'en admettre plus, parce qu'ils estiment que les pays dotés de l'arme devraient d'abord mettre en œuvre leurs propres obligations.

On en oublie ce qu'a apporté le traité de non-prolifération jusqu'ici. Peut-on considérer qu'il a atteint son but?

Il a atteint des buts assez élevés. Si l'on a aussi peu de pays dotés de l'arme nucléaire, c'est déjà une réussite. Le problème est de pouvoir restaurer la confiance pour que d'autres n'essaient pas de faire comme la Corée du Nord, qui a décidé de se retirer du TNP pour s'assurer une sécurité. Mais certaines doctrines de pays dotés de l'arme posent problèmes, comme par exemple la doctrine américaine qui laisse paraître un plus grand rôle pour l'arme nucléaire et pas limité à une dissuasion simple. ■